

UN VRAI LEADERSHIP FACE À L'URGENCE CLIMATIQUE

Les priorités de politiques publiques du Réseau action climat Canada pour l'élection fédérale de 2021



PRÉPARÉ PAR:



CLIMATE ACTION NETWORK
RÉSEAU ACTION CLIMAT

Canada

PERSONNES-RESSOURCES :

Caroline Brouillette, Directrice des politiques domestiques | carolinebrouillette@climateactionnetwork.ca

Teika Newton, Directrice générale | teikanewton@climateactionnetwork.ca

Août 2021



Cette élection, le Canada est à la croisée des chemins.

Au début de l'été, le village de Lytton, en Colombie-Britannique, a battu le record de chaleur de tous les temps au Canada pendant trois jours consécutifs avant de brûler. La même semaine, des inondations massives ont eu lieu au Yukon, des centaines de personnes sont mortes de la chaleur extrême en Colombie-Britannique et plus d'un milliard de créatures marines ont cuit dans leurs coquilles. Le territoire présentement appelé Canada était en feu de la Colombie-Britannique à l'Ontario, et la fumée s'étendait jusqu'à la côte Est.

Le rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) publié en août, qualifié de « code rouge pour l'humanité », indique clairement que sans action immédiate et transformatrice, cette situation sera la nouvelle normale.

Ce n'est pas le monde dans lequel nous voulons vivre. Nous avons le pouvoir de choisir une autre voie, si nous agissons avec l'urgence et l'ambition que la crise exige.

Les sondages montrent que les changements climatiques seront une priorité absolue pour les Canadien.ne.s lors de cette élection - mais cette question est loin d'être unique et isolée. Le climat est intimement lié à tous les autres aspects de notre vie : la santé, l'emploi, le logement, l'éducation, la justice sociale et la sécurité. Il impacte le bien-être de chaque personne, ainsi que toutes les autres espèces avec lesquelles nous partageons cette planète.

Le gouvernement fédéral dispose des outils et du pouvoir nécessaires pour bâtir la société que nous voulons et dont nous avons besoin. L'action pour le climat doit créer un pays plus juste et plus solidaire, tout en réalisant des réductions rapides et importantes des émissions et en fournissant les ressources nécessaires pour aider les gens et les communautés à s'adapter aux impacts climatiques. Elle doit respecter et prioriser enfin les droits des peuples autochtones et d'assumer nos responsabilités mondiales. Et elle doit se faire maintenant.

Nos organisations, qui représentent les préoccupations de millions de Canadien.ne.s, demandent à tous les partis de mettre de l'avant des mesures climatiques fortes, immédiates et concrètes dans leurs programmes électoraux. Nous ne pouvons plus nous permettre d'attendre et de rater des objectifs. Les électeur.trice.s voudront savoir comment, et à quelle vitesse, vous mettrez en œuvre les principes et politiques suivants.



Les droits des peuples autochtones

L'action climatique ne peut être séparée du projet plus large d'autodétermination des peuples autochtones et de la décolonisation. La crise climatique découle de modes de pensée et de fonctionnement coloniaux et de la suppression des droits et des connaissances autochtones. Nous devons aller au-delà des politiques individuelles et nous attaquer aux échecs et injustices systémiques qui ont permis et continuent de perpétuer cette menace existentielle. Cela signifie qu'il faut mettre en œuvre des changements systémiques afin de respecter et d'honorer véritablement la souveraineté autochtone.

Jusqu'à présent, la reconnaissance et la mise en œuvre des droits des peuples autochtones ont été fragmentaires et incohérentes, en particulier lorsqu'elles entraient en conflit avec le soutien continu du gouvernement à l'industrie pétrolière et gazière. Cette approche fragmentaire doit être remplacée par un effort de l'ensemble du gouvernement pour coordonner les actions visant simultanément à respecter les droits des Autochtones et à résoudre la crise climatique.

Pour ajouter à l'urgence de la situation, la crise climatique est violemment ressentie par les peuples autochtones ici et maintenant. En 2019, les Chef.fe.s de l'Assemblée des Premières Nations ont déclaré une urgence climatique, appelant à une action climatique urgente et transformatrice conformément aux orientations du GIEC.

Le prochain gouvernement doit s'engager à recontextualiser la conversation sur le climat au Canada, en passant d'un état d'esprit colonial de comptabilisation du carbone à une compréhension de la nécessité d'un changement transformateur et systémique pour respecter les droits des Premières nations, des Inuits et des Métis, y compris le droit à l'autodétermination.



NOUS APPELONS LES PARTIS À :

- Mettre pleinement en œuvre les 94 appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation ;
- Mettre pleinement et sincèrement en œuvre la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones en accordant une attention particulière aux articles 3, 18, 19 et 25, y compris la promesse d'exiger le consentement préalable, libre et éclairé pour tout nouveau projet énergétique, quelle que soit la juridiction ou le degré d'avancement du projet ;
- S'engager à mettre en œuvre dans leur intégralité les recommandations du Comité mixte sur l'action climatique de l'Assemblée des Premières Nations, publiées dans leur rapport annuel de 2020. Ces recommandations comprennent :
 - « Assurer la participation pleine et entière des Premières Nations aux programmes fédéraux sur la croissance propre et la lutte contre les changements climatiques » ;
 - « Promouvoir une participation concrète des Premières Nations au système de tarification de la pollution par le carbone » ;
 - « Établir des indicateurs et des critères propres aux Premières Nations pour rendre compte de la mise en œuvre des programmes de financement fédéraux liés au climat et des résultats pour les Premières Nations. » Ces dernières années, les solutions fondées sur la nature sont devenues de plus en plus visibles et intégrées aux plans fédéraux sur le climat - à l'avenir, toutes les solutions fondées sur la nature doivent prendre en compte et être mises en œuvre dans le respect des droits fonciers et de l'autorité juridictionnelle des peuples autochtones. De plus, l'avancement de la tutelle et des zones protégées par les Autochtones doivent être priorisées et suffisamment soutenues financièrement.



La justice

Les injustices de notre société sont plus évidentes que jamais. La pandémie a creusé les fossés existants entre les classes, les races, les sexes et les générations. La crise climatique amplifie également les inégalités : elle touche tout le monde, mais frappe d'abord et plus durement les personnes marginalisées et vulnérables, notamment les communautés autochtones et racisées qui sont en première ligne des impacts climatiques et du racisme environnemental.

La crise climatique est également une question de justice intergénérationnelle. La crise climatique prive les enfants de leur droit à une planète sûre et saine. Pour remédier à cette injustice, il faut prendre des mesures urgentes et globales pour décarboniser l'économie.

Au cours de cette transition, nous devons soutenir et suivre les travailleur.euse.s actuellement employé.e.s dans des secteurs à forte intensité carbone. L'incertitude actuelle à laquelle ils sont confronté.e.s n'aide personne : les travailleur.euse.s méritent de se sentir en sécurité dans leur carrière et de savoir quelles possibilités ils auront de se recycler, de se perfectionner et d'accéder à de nouveaux emplois stables et bien rémunérés dans l'économie propre.



NOUS APPELONS LES PARTIS À :

- Mettre en place un groupe de travail sur la transition juste chargé d'établir le processus, les mécanismes, les outils et le financement d'une transition juste. Les syndicats doivent être parties prenantes de ce groupe de travail ;
- Adopter une lentille de justice climatique dans les processus décisionnels fédéraux. Les décisions et les politiques ne devraient pas être jugées uniquement en fonction de la mesure des émissions de carbone, mais aussi en fonction de la réduction de la pollution de l'air et de l'eau et de la restauration des communautés endommagées par des décennies de pollution industrielle ;
- Légiférer sur l'élaboration d'une stratégie nationale visant à redresser le racisme environnemental, en s'appuyant sur le projet de loi C-230 du Parlement précédent ;
- Tenir les pollueurs responsables, en particulier des dommages disproportionnés causés aux communautés de couleur et aux communautés à faible revenu, notamment par le biais du mécanisme du pollueur-payeur et de la mise en œuvre d'un impôt sur la fortune.



Prendre soin des personnes et des places

Alors que la chaleur et les feux de forêt ravagent le Canada, les demandes de services et de soins d'urgence ont dépassé la capacité de réaction des provinces et des communautés. Pour les familles et les communautés dont la vie a été bouleversée par les ordres d'évacuation, la destruction des biens et la perturbation des moyens de subsistance, ainsi que par la perte tragique de parents et d'êtres chers, les changements climatiques sont devenus un problème profondément personnel et urgent.

Face à la convergence des crises, nous devons veiller les uns sur les autres et nous assurer que nous ne laissons personne de côté. La pandémie nous a montré que les politiques et les investissements qui assurent la sécurité des communautés, des lieux de travail et des populations vulnérables nous rendent tous plus sûrs. Il s'agit notamment de reconnaître l'importance des soins rémunérés et non rémunérés, dont la responsabilité incombe de manière disproportionnée aux femmes, pour contribuer au bien-être des familles et des communautés - en particulier en temps de crise. Les investissements dans les soins construisent un avenir où les personnes et la planète sont soignées, et où la résilience au changement climatique est renforcée par des approches basées sur les soins qui soutiennent le bien-être des personnes et de la nature.



NOUS APPELONS LES PARTIS À :

- Concevoir et mettre en œuvre une stratégie nationale d'adaptation climatique qui permette aux gouvernements régionaux, municipaux et autochtones de concevoir des plans d'adaptation qui répondent à leurs besoins et protègent les populations contre les dommages climatiques aigus tels que les traumatismes mentaux et physiques causés par la fumée des feux de forêt, les déménagements forcés dus aux incendies et aux inondations, et les maladies liées à la chaleur, tout en préparant au mieux la résilience et la sécurité à long terme. Une telle stratégie doit tenir compte de l'impact considérable sur les peuples autochtones et les autres communautés vulnérables ;
- Mettre en place un système d'immigration à un seul niveau avec un statut de résident complet et permanent pour tous à l'arrivée ;
- Élaborer une stratégie pour la main-d'œuvre de soins visant à garantir que le travail de soins est un travail décent et à revitaliser les infrastructures sociales ;
- Élaborer un nouveau plan crédible pour inverser la perte de la nature et respecter les engagements internationaux du Canada, notamment celui de protéger 30 % des terres, de l'eau douce et des océans d'ici 2030.



La responsabilité internationale

Dans un monde globalisé, les crises ne connaissent pas de frontières. La crise climatique, tout comme la pandémie de COVID-19, demande une coopération internationale.

Le Canada, qui est l'un des dix principaux émetteurs nets de gaz à effet de serre, porte une responsabilité disproportionnée dans la crise climatique et n'a jamais respecté ses engagements. Alors que de plus en plus de pays se montrent plus ambitieux dans la lutte contre la crise, le Canada prend du retard.

La bonne nouvelle est que, en tant que pays riche, nous avons le pouvoir de contribuer de manière significative à la lutte contre la crise climatique. Il est temps de faire ce qu'il faut, d'assumer nos responsabilités et de faire preuve de solidarité en adoptant une approche qui va au-delà de nos frontières. 5 semaines après les élections, le Canada participera au plus important sommet sur le climat depuis 2019 - la COP26 à Glasgow, où il lui sera demandé de se présenter avec détermination et de dire comment il contribuera à limiter le réchauffement climatique à 1,5°C.



NOUS APPELONS LES PARTIS À :

- S'engager à apporter des engagements transformateurs et plus ambitieux à la COP26 pour aligner les plans climatiques du Canada sur un avenir compatible avec 1,5 °C, ce qui nécessite de réduire les émissions nationales d'au moins 60 % par rapport aux niveaux de 2005 d'ici 2030 ;
- Mobiliser 5,3 milliards CAD en financement climatique international par an jusqu'en 2025, dont 1,8\$ CAD provenant spécifiquement de l'enveloppe d'aide publique au développement ;
- S'engager à faire en sorte que 50 % du financement climatique aille à l'adaptation ;
- Soutenir activement les négociations textuelles de la dérogation sur la propriété intellectuelle et les brevets proposées à l'OMC par l'Afrique du Sud et l'Inde pour intensifier rapidement la fabrication et la production de vaccins.



S'attaquer à l'urgence

L'action climatique ne consiste pas seulement à protéger la Terre pour les générations futures. Comme nous l'avons vu cet été, les impacts se font sentir ici et maintenant. Le Canada se réchauffe deux fois plus vite que la moyenne mondiale, et trois fois plus vite dans le Nord du pays. Nous sommes dans une situation d'urgence, et nous devons agir en conséquence.

Le rapport Net Zero by 2050 de l'Agence internationale de l'énergie est clair : pour contenir le réchauffement de la planète à 1,5 °C, il ne peut y avoir de nouveaux investissements dans les énergies fossiles, ni de nouveaux champs de pétrole et de gaz, ni de nouvelles mines de charbon. Nous ne pouvons pas nous permettre de perdre plus de temps avec de fausses solutions qui ne font que perpétuer le statu quo et retarder la transition nécessaire vers des sources d'énergie plus propres et plus sûres.

Il est essentiel d'agir au cours de cette décennie pour enrayer le réchauffement climatique : notre fenêtre pour garantir un avenir viable se referme rapidement. Pourtant, nous continuons à jeter de l'huile sur le feu. Nous devons utiliser tous les outils efficaces à notre disposition pour l'éteindre, maintenant.



NOUS APPELONS LES PARTIS À :

- Mettre immédiatement fin à l'expansion de la production d'énergies fossiles au Canada et rejeter tous les projets d'énergies fossiles nouveaux et proposés qui passent actuellement par le système d'évaluation fédéral ;
- Éliminer immédiatement les subventions et le financement public des énergies fossiles, **incluant le soutien aux fossiles à travers Exportations et Développement Canada** ;
- Rendre compte des émissions provenant des exportations canadiennes des énergies fossiles, qui dépassent les émissions nationales, et s'engager à les réduire ;
- S'engager à consacrer au moins 2 % du PIB aux investissements et aux actions en faveur du climat ;
- S'engager à communiquer régulièrement à la population canadienne l'urgence climatique et ce qui est nécessaire de la part du gouvernement, des entreprises et du public ;
- Mettre en œuvre des budgets carbone à intervalle de cinq ans sur les conseils du Groupe consultatif pour la carboneutralité ;
- Développer une norme sur l'électricité propre qui permettra au Canada d'avoir un réseau 100% propre d'ici 2035.

Nous pouvons encore tracer le chemin à suivre, et nous avons une occasion incroyable de le faire. La relance post-pandémie nous offre la possibilité de construire une société plus saine et plus résiliente. L'opinion publique soutient massivement l'action en faveur du climat, chez nous et dans le monde entier. Tous les partis devraient s'efforcer de convaincre les électeurs qu'ils sont prêts à mettre en œuvre les mesures climatiques les plus ambitieuses.

En prenant des mesures rapides, réfléchies et transformatrices guidées par ces principes, le prochain gouvernement fédéral peut ouvrir la voie à la création du monde que nous voulons : un monde dans lequel nous valorisons, soignons et protégeons réellement les gens et la planète.